

L'annonce faite le 15 octobre par le premier ministre de l'échange de missions diplomatiques avec le Saint-Siège a eu un retentissement et un intérêt considérables. L'ancien recteur de l'Université Brandon, M. John Robbins, a été nommé ambassadeur du Canada et Monseigneur Clarizio, archevêque et délégué apostolique à Ottawa, a été élevé au rang de nonce. A l'époque, le ministère a fait savoir que les deux États étaient assurés que cette mesure contribuerait à favoriser la compréhension mutuelle et à encourager les échanges de vue sur les questions internationales qui les intéressent tous deux.

M. Aldo Moro, ministre des Affaires étrangères d'Italie, a effectué une visite officielle de deux jours à Ottawa les 10 et 11 octobre. M. Moro a rendu visite au gouverneur général et au premier ministre et a eu un échange de vues avec le secrétaire d'État aux Affaires extérieures sur une gamme de sujets d'intérêt commun. Cette visite a souligné le rapprochement de plus en plus prononcé qui se fait entre le Canada et l'Italie et les avantages que tirent les deux pays d'une coopération accrue et de consultations plus nombreuses.

Une attention plus grande a également été portée aux relations du Canada avec les autres pays méditerranéens, par exemple la Turquie. Une invitation à venir au Canada a été faite au ministre des Affaires étrangères de ce pays, qui l'a acceptée sous réserve que l'on fixe une date qui convienne aux deux pays.

En 1969, le Canada a maintenu le dialogue soutenu qu'il entretient avec les pays scandinaves. En février, le Canada et la Suède ont préparé en commun un document destiné à la première session du Groupe de travail des Nations Unies sur les satellites de radiodiffusion directe. Le ministre de la Justice, M. Turner, et le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, M. Munro, se sont rendus en Suède au cours de l'année. Au mois de juin, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a effectué des visites officielles en Norvège, en Suède, au Danemark, en Finlande et en Islande. Dans tous ces pays il a rencontré les chefs d'État et des gouvernements et s'est entretenu avec eux.

Les relations du Canada avec les pays communistes de l'Europe orientale sont demeurées gênées en 1969 par les événements de Tchécoslovaquie. La présence continuelle des troupes soviétiques dans ce pays et les répercussions sur la souveraineté et l'indépendance nationale de la doctrine soviétique justifiant l'invasion (cette doctrine impliquant une politique de "zones d'influence"), ont été un sujet de préoccupation pour le Canada, tout comme les mesures prises pour restreindre la liberté de mouvement et de pensée des personnes dans le pays.

Dans ses discours ayant trait à l'invasion, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a fait remarquer que le Gouvernement canadien reconnaissait que le seul espoir de voir s'établir un règlement sûr et équitable des questions fondamentales qui divisent le monde était d'arriver, avec le temps, à une évolution pacifique des relations avec les pays du monde communiste. Dans cet esprit, le Canada s'est efforcé tout au long de l'année de faire renaître le climat de détente dont le progrès constant avait semblé prometteur au cours de la période antérieure à l'invasion. Entre autres choses, le Canada a annoncé qu'il aimerait